

Post-urgence

INDE/SRI LANKA



Photo: SCAD



Édito

Le défi d'une générosité sur la durée

Par Frédéric Naquet
Président d'Aide et Action

>>> **P**lus d'un mois après le tsunami, dans une véritable et compréhensible atmosphère post-traumatique, **des voix se sont élevées d'un côté pour faire part d'un trop plein de générosité et de l'autre sur la nécessité de maintenir le formidable élan de solidarité.**

Autant la générosité s'adresse à des victimes ayant tout perdu, la solidarité s'adresse, elle, à des peuples qui veulent – **et qui doivent** – tout reconstruire.

Les questions financières se posent sous un jour nouveau à la suite d'une telle catastrophe. Certains affirment « pour la première fois dans une telle situation, l'argent, le nerf de la guerre, serait suffisant... »

Ici, réside notre point de désaccord. La vision de l'aide ne peut pas être aussi parcellaire.

À la suite d'une telle catastrophe, l'aide aux victimes **doit s'inscrire** dans un processus où toutes les étapes sont aussi légitimes les unes par rapport aux autres, sans hiérarchie, ni opportunisme: l'aide d'urgence, l'aide à la post-urgence et à la reconstruction.

Si aujourd'hui il semble que l'aide d'urgence dispose de moyens financiers suffisants, les défis liés à la post-urgence et à la reconstruction ne sont pas encore sûrs d'être ni relevés ni gagnés.

Dès lors, le véritable pari est de transformer cet élan de générosité en un acte de solidarité sur la durée. La reconstruction nécessite du temps et de l'argent.

Du temps car il s'agit d'accompagner les dynamiques sociales: d'un village, d'une communauté, d'une population, dans la réalisation de sa propre reconstruction. La solidarité, à travers les dons des particuliers, permet justement de garantir que cet accompagnement se fasse dans le respect des projets des populations touchées. **Les dons offrent** aux ONG de développement la marge d'indépendance nécessaire dans leur appui. La reconstruction et le développement souffriraient des interventions sporadiques. Car la reconstruction, celle servant de base au développement et non celle s'inscrivant dans l'assistance, est exigeante en ressources.

Alors oui, il faut rester mobilisés.

Le don et l'initiative privés ont leur place dans l'aide au développement. Ceci d'autant plus que l'aide publique, les promesses

et engagements des États, ont toujours du mal à se concrétiser et sont souvent soumis à des conditions draconiennes, à tel point que les financements ne sont pas apportés dans les délais promis et impartis.

Mais quid de l'affectation à la reconstruction du trop plein de dons collectés pour l'urgence ?

Il s'agit d'éthique. Les ONG, en acceptant des dons du grand public, prennent et tiennent leurs engagements quant à l'affectation de l'argent. Ainsi, des fonds pour l'Asie du Sud iront en Asie du Sud. Mais le public et l'éthique intègrent très bien le fait que ces fonds peuvent être utilisés aussi bien dans l'urgence que dans la durée. Affecter les fonds pour la reconstruction est donc la suite normale du processus.

Il faut donc continuer à collecter des fonds et poursuivre cet élan de solidarité mondial.

L'INDE, BERCEAU D'AIDE ET ACTION

Coopérant au sein de l'ONG indienne ASSEFA (Tamil Nadu), Pierre-Bernard Le Bas décide de créer en France une association de parrainage pour aider les enfants du-bout-du-monde. Aide et Action est née. Aide et Action Inde est dès le début de son existence une association de droit indien. Les équipes, constituées de salariés indiens, sont basées à Chennai, puis en 1999 ouvrent un autre bureau à Bhopal.

Une démarche participative

La démarche d'Aide et Action et de ses partenaires vise au renforcement de la coopération entre les ONG locales et le gouvernement et se base sur la participation des communautés, gage de réussite et de pérennité des actions.

En vingt ans, les partenariats ont évolué. S'ils ont d'abord concerné de grandes ONG mettant en place des programmes de développement intégré (projets globaux de santé, éducation, construction...), les choix plus récents concernent des ONG travaillant sur des problématiques ciblées (éducation des filles, par exemple).

En 2004, Aide et Action Inde compte 18 ONG partenaires sur 21 projets éducatifs, dans 11 États de l'Union indienne.

Des spécificités innovantes

Aide et Action et ses partenaires développent des programmes éducatifs innovants et favorisent la recherche dans le domaine de l'éducation. En 2001, le programme de recherche-action « Libérer l'école » avait pour objectif d'élargir la notion d'éducation en lui préférant celle de « lien d'apprentissage » afin de sortir du triangle restrictif « école-professeur-élève ».

Un premier Programme de mise en œuvre directe a été lancé en 2001 par Aide et Action (c'est-à-dire sans partenaire) dans la région de Bhopal, pour des projets éducatifs adaptés à de petites zones. Deux autres ont émergé dans le Tamil Nadu en 2002 et 2003 au sud de l'Inde.

L'association développe ses activités d'influence. Elle a été nommée en 2003 chef de file du réseau « Éducation au Jharkhand » pour analyser la situation éducative de l'État et proposer des actions d'amélioration. Au Forum social mondial 2004 de Mumbai, Aide et Action a organisé un atelier sur la remise en question de la « pertinence du modèle éducatif occidental dans les pays en développement » (cf. magazine n°90 p.13).

Chiffres 2004 Aide et Action Inde

➤ enfants concernés
par les actions : 130 795

➤ structures concernées : 1 490

➤ enseignants impliqués : 1 696



Photo: AVVAI

En Inde, zone côtière ravagée par le tsunami.

INDE : reconstruire l'avenir

Le tsunami qui a ravagé les côtes du sud asiatique a fait des milliers de morts. Après l'aide d'urgence indispensable les premiers jours, il faut maintenant penser à la reconstruction et y engager tous nos efforts sur le long terme.

➤ « On veut un mur devant la mer ! ». La volonté que ces femmes expriment au milieu des ruines est teintée de rage. Au-delà du symbolisme spontané d'une telle mesure, elles savent toutes très bien ce qu'elles veulent : « Nos maris doivent vite retourner à la mer, nos enfants, nous devons les protéger, il faut qu'ils se sentent mieux. Nous devons rouvrir les écoles ». En quelques mots, tout est dit. La gestion de l'urgence, nécessaire dans un premier temps, doit être dépassée. Nous sommes à présent entrés dans une longue période de reconstruction. Mais comment reconstruire ? Réhabiliter les infrastructures détruites apparaît comme un objectif incontournable. S'y limiter serait oublier les dimensions sociale et humaine de cette reconstruction. Pour Aide et Action, elle doit aussi et surtout être celle des individus et du corps social. Concrètement, qu'est-ce que cela veut dire ? Que les populations concernées élaborent elles-mêmes leurs projets : dans les situations de crise, elles mettent naturellement en place des stratégies de survie qui leur sont propres, utilisent les ressources disponibles, les savoir-faire et les compétences locales. Ignorer ces connaissances et ces expériences, c'est >>>

>>> courir le risque d'une incompréhension des populations, voire d'un rejet de toute aide extérieure, aussi professionnelle soit-elle. C'est pourquoi Aide et Action fonde son action en Inde comme ailleurs sur le dialogue avec les populations, la société civile et l'État.

Dès le lendemain de la catastrophe, les équipes d'Aide et Action Inde présentes dans le Tamil Nadu se sont rendues dans les districts de Nagapattinam et Kanyakumari, les plus touchés de la région. Sur place, elles ont participé à la mise en place d'une coordination de l'aide d'urgence entre plusieurs associations et organisations internationales, la Citizen's Platform (voir p. VI). Grâce à une étroite collaboration avec les associations SCAD et AVVAI¹, Aide et Action a retenu une démarche fidèle à sa philosophie: le plan de reconstruction villageoise participative. Une reconstruction par les populations, avec les populations, pour les populations. L'association y joue un rôle d'appui financier ou technique et de facilitation des échanges, notamment avec les autorités. Suite à de nombreuses discussions avec les personnes concernées, les priorités d'intervention ont été définies avec précision, dans 35 villages. Une importance spéciale sera accordée à la bonne intégration des populations les plus fragiles, comme les femmes ou les Dalits².

Une intervention en plusieurs phases

Un premier axe concerne l'assistance psychologique et sociale. Passé le choc, les survivants sont confrontés à des situations de détresse intense. Tous ont perdu des proches, des enfants, des amis. Les actions concernent donc l'établissement de centres de ressources et d'information, la formation de bénévoles pour les activités scolaires et l'écoute des familles. 10 000 familles sont concernées.



De terribles dégâts matériels.



Les femmes expriment leur volonté de reconstruire leur communauté.

Photo: SCAD

Un deuxième chapitre correspond à un souhait que les populations et les États expriment sans réserve: le retour à l'école comme étape fondamentale de la reconstruction. Dans ce but, 27 centres d'accueil seront créés pour que les enfants suivent des activités de soutien scolaire ou extrascolaires et pour assurer la distribution de repas complets. L'objectif est d'équiper l'ensemble des centres et des écoles en matériel pédagogique lorsque cela s'avère nécessaire. Mais aussi de construire ou réhabiliter les infrastructures détruites ou endommagées et veiller à ce que les enseignants reçoivent une formation psychosociale adaptée à l'accueil des enfants traumatisés.

Un troisième volet concerne la relance de l'activité économique. 71% des personnes qui vivaient de la pêche ont perdu leur moyen de subsistance. Dans le Tamil Nadu, les cultures côtières ont été englouties et la terre est aujourd'hui inutilisable, les nappes phréatiques étant salées. Aide et Action, ses partenaires et les villageois favoriseront donc la constitution de groupements d'intérêts communs (pêcheurs, agriculteurs, ouvriers agricoles, femmes...) afin de coordonner la remise en route des activités. Ils auront pour but de développer des activités génératrices de revenu, en mettant l'accent sur l'entraide. Ils contribueront au développement de plantations, au dessalement des terres, à la restauration des réserves d'eau et à la formation de 700 agriculteurs aux pratiques de gestion durable.

Enfin, l'État du Tamil Nadu et l'État indien ont mis en place des programmes d'aide à la reconstruction de l'habitat et des équipements. L'association suivra dans ce cadre plusieurs projets, dont la reconstruction ou la réhabilitation des bâtiments scolaires (35 écoles) et de 7 centres communautaires ainsi que la fourniture d'équipements sanitaires.



Femmes et enfants sont parmi les plus fragiles.

Photo: AVVAI

Toutes ces activités doivent permettre de donner un élan de reconstruction pour aller au-delà de la post-urgence. C'est-à-dire pérenniser le retour à l'école, permettre à des groupes opprimés d'être partie intégrante des projets de développement et surtout mettre en place des partenariats locaux entre les populations, les associations et les gouvernements en fonction des intérêts de chacun. Pour que la reconstruction soit viable, il faut qu'elle soit durable et qu'elle s'appuie à la fois sur les différentes composantes de la société et sur la solidarité locale dont on a pu mesurer à la fois la valeur et la nécessité.

¹ Partenaires d'Aide et Action depuis 1988 et 1989 qui mettent en place des projets de développement dans les domaines de l'économie, de la santé, des activités rurales, du droit ou de l'éducation. C'est dans ce dernier domaine qu'Aide et Action les accompagne.

² Signifie « opprimés » en sanscrit. Terme désignant les individus considérés comme hors caste, communément appelés « intouchables ».

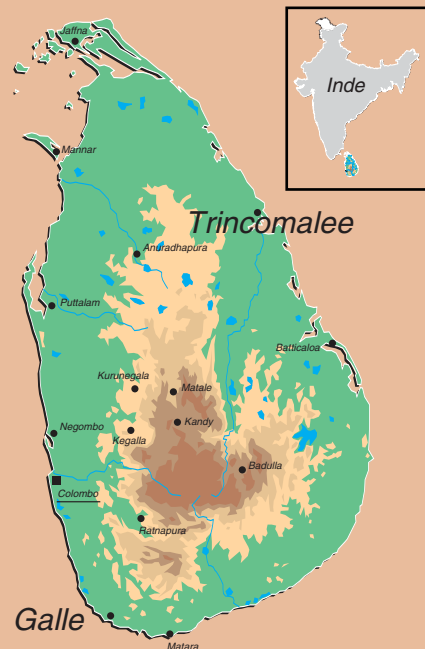
SRI LANKA : de la post-urgence au développement

Frappé de plein fouet par le raz-de-marée, le Sri Lanka est en reconstruction. Les priorités sont le retour à l'école et la relance des activités économiques. L'objectif : accompagner la post-urgence pour faire un réel travail de développement.



La ligne Colombo-Matara a été entièrement détruite. Deux trains ont été emportés.

Photo: A & A



- > **CAPITALE :** Colombo, 2 millions d'habitants
- > **POPULATION :** environ 19 millions
- > **SUPERFICIE :** 66 000 km²
- > **LANGUE OFFICIELLE :** cinghalais et tamoul
- > **GROUPES MAJORITAIRES :** cinghalais (69%), tamouls (25%)
- > **SYSTÈME POLITIQUE :** République démocratique socialiste
- > **INDICATEUR DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN :** 99^e place sur 175

➤ « On ne veut pas d'associations qui arrivent et qui repartent : c'est l'occasion de parler réellement de développement à long terme. » Ce cri du cœur poussé par le ministre du Développement communautaire est révélateur. Régler l'urgence ne suffira pas. Une fois sur place, on se rend compte de la différence entre l'Inde et le Sri Lanka. Les ONG locales sont ici beaucoup moins nombreuses et les populations sont davantage déboussolées. La voie ferrée qui courait le long de la côte a été complètement détruite. Certaines agglomérations sont entièrement ravagées et le pays fortement fragilisé.

Les principes de base d'une intervention telle qu'Aide et Action la conçoit en Inde doivent rester les mêmes au Sri Lanka. Claire Calosci en souligne la teneur : « Il ne faut pas confisquer la capacité des populations à s'aider elles-mêmes. Les gens, sous le choc, ne sont pas encore tous en mesure d'exprimer ce qu'ils veulent mais nous devons les accompagner dans leur projet ».

Le Sri Lanka a été identifié comme un pays prioritaire dans le cadre de l'internationalisation de l'association. Au moment où le tsunami a frappé, la démarche était déjà en cours, menée en coordination avec RDO, une organisation indienne partenaire ayant des expériences significatives dans le pays. L'association interviendra dans deux districts particulièrement touchés : Trincomalee et Galle. Le « Consortium of Humanitarian Agencies » assure la coordination entre le gouvernement et les différentes ONG qui ont une expertise prouvée. C'est dans ce cadre que s'inscrivent les actions au Sri Lanka, avec des objectifs précis :

- > l'organisation et la mobilisation des communautés par la constitution de groupes d'entraide d'intérêts communs ;
- > la reconstruction de l'enfance et l'éducation des enfants ;
- > le soutien psychosocial des catégories

les plus vulnérables (minorités, femmes, enfants, personnes isolées...);

- > l'appui à la reconstruction des villages et des infrastructures communautaires ;
- > la mise en valeur et la promotion d'une gestion durable des côtes et des ressources ;
- > tous ces projets porteront une attention particulière aux groupes marginalisés.

Les 12 mois de réhabilitation prévus ne seront évidemment pas suffisants pour améliorer durablement les conditions de vie des zones d'intervention. Ces zones étaient déjà largement défavorisées avant d'être frappées par ce raz-de-marée. La phase de réhabilitation devra donc être suivie d'une étape à plus long terme. L'enjeu est de leur permettre de devenir, dans la durée, maîtres de leur développement pour que les communautés soient en mesure de répondre non pas à la question : « De quoi avez-vous besoin ? » mais plutôt à : « Que voulez-vous faire ? ».

Retour à l'école

➤ Pour le gouvernement, le retour à l'école est une priorité, comme le rappelle le coordonnateur national pour l'éducation, M. Sivagnanam. « Nous avons donné des indications claires aux responsables des écoles pour qu'elles rouvrent même si elles ont été

endommagées et pour qu'en suite les écoliers soient transférés dans les écoles avoisinantes qui n'ont pas été endommagées. » La première tâche des enseignants est de dresser la liste des élèves qui ont survécu. Un professeur témoigne : « Nous ne pensons pas recommencer

les cours tout de suite. Je crois que les élèves ont besoin de conseils. Nous devons les écouter. Ils ont beaucoup de choses à raconter ». Retourner à l'école est pour les enfants l'occasion de retrouver leurs amis et une certaine normalité. C'est indispensable.



Photo: A & A, Inde

> TOUS SOLIDAIRES

le 26 décembre 2004, un raz-de-marée frappe l'Asie. Il laisse derrière lui des milliers de pertes humaines et des kilomètres de côtes ravagées. Aide et Action Inde se mobilise immédiatement pour intervenir auprès des populations. Parallèlement, une solidarité sans précédent se manifeste : parrains, salariés, bénévoles, donateurs... tous organisent leur action. Chronologie d'une mobilisation.

26 décembre 2004



Photo : AVVAI

28 décembre 2004



Photo : AVVAI

26 décembre 2004. Un raz-de-marée frappe les côtes asiatiques... des milliers de pertes humaines, des villages dévastés.

27 décembre. **INDE:** l'urgence est lancée. Les ONG mobilisées créent la « Citizen's Platform », qui coordonnera l'aide matérielle vers les populations. Elles se répartissent les visites « terrain » pour évaluer rapidement les besoins.

28 décembre. **INDE:** deux équipes d'Aide et Action Chennai se rendent dans les régions de Nagapattinam et de Kanyakumari (Tamil Nadu) chez nos partenaires AVVAI et SCAD. Premiers contacts avec les populations pour évaluer avec elles leurs besoins.

FRANCE: les parrains commencent à appeler le bureau de Paris pour avoir des nouvelles de leurs filleuls.

29 décembre 2004



29 décembre 2004



29 décembre. **FRANCE:** création d'une cellule de crise. Premier don spontané enregistré.

INDE: les équipes d'Aide et Action restent sur le terrain et continuent de remonter les besoins à Chennai (ci-dessus photo d'un paysage de ruines dans la région de Kanyakumari).

L'aide matérielle (couverture, vêtements, lait, etc.) continue à arriver. Un incroyable élan de solidarité dans les deux pays se crée.

30 décembre. **INDE:** aucune école de nos partenaires n'est touchée mais elles sont réquisitionnées pour héberger les familles rescapées.

FRANCE: début de la mobilisation bénévole.

Ananth et John, salariés d'Aide et Action Inde, témoignent des débuts de l'action

« Au lendemain de la catastrophe, ActionAid a convoqué une réunion avec plusieurs organisations internationales (dont Aide et Action Inde et l'UNICEF) pour gérer l'urgence. Une plateforme d'associations la « Citizen's Platform » a été créée afin d'évaluer les besoins et de coordonner l'aide matérielle. John et moi sommes immédiatement partis vers les zones sinistrées. Là bas, nous avons été saisis par les ravages du raz-de-marée. Les principales victimes sont des femmes et des enfants. Encore traumatisés, il leur était impossible de réfléchir à une organisation éventuelle. Souvent, des enterrements à grande échelle ont eu lieu dans les villages même : les femmes n'osaient plus y revenir. Les camps mis en place au début avaient de gros défauts : les structures sanitaires par exemple n'étaient pas adaptées aux besoins des femmes. Notre premier objectif a donc été l'appui aux structures communautaires et la vérification que l'aide arrive bien jusqu'aux personnes les plus fragiles. Il a fallu agir à tous les niveaux. Après l'aide d'urgence (couvertures, nourriture, ustensiles basiques...), nous entrons maintenant dans une phase de reconstruction avec les populations. »

POUR L'URGENCE



Photo: SCAD



4 janvier

Photo: SCAD



16 janvier

Photo: M. Sylvestre

Fin décembre et début janvier



Photo: AVVA

3 janvier. FRANCE: l'ensemble des salariés du bureau de Paris se répartit les nombreux appels pour répondre aux questions. Tours de garde.

Photo: SCAD

Fin décembre et début janvier. INDE: les équipes sont toujours auprès des populations. Beaucoup de personnes sont à ce point traumatisées qu'elles ont des difficultés à analyser leurs besoins. Du temps d'écoute est nécessaire. L'écoute des femmes devenues veuves est cruciale. Beaucoup sont désarmées et dans des situations d'insécurité.

4 janvier. FRANCE: prise de position de Claire Calosci, Directrice générale d'Aide et Action, qui intervient sur France 3 en faveur du parrainage et non de l'adoption.

INDE: confirmation de nos partenaires qu'aucun de nos filleuls n'a été touché par le raz-de-marée (les projets soutenus par Aide et Action sont à l'intérieur des terres).

6 janvier. FRANCE: création du Collectif Asie enfants isolés par le ministère de la Santé.

7 janvier. FRANCE: première manifestation d'entreprise. La Redoute promet de verser 10 euros supplémentaires pour chaque vente de l'ours Baptiste.

12 janvier. INDE: le comité de direction Aide et Action se rend à Kanyakumari chez notre partenaire SCAD.

13-14 janvier. SRI LANKA: le comité de direction accompagné du Dr Perumal (directeur de RDO, ONG partenaire en Inde) rencontre le ministre du Développement communautaire sri lankais: «L'aide doit concerner le développement. Nous ne voulons pas d'ONG qui reparte tout de suite», affirme M. le ministre.

15 janvier. «Suite au traumatisme, les populations ne sont pas toutes en mesure d'exprimer leurs besoins. Le plan de développement prendra du temps mais nous devons les accompagner dans leur projet», Claire Calosci, Directrice générale d'Aide et Action.

16 janvier. FRANCE: bénévoles solidaires: chaîne humaine de solidarité à Châtelailon-Plage (17).

18 janvier. FRANCE: élection du bureau du Collectif Asie enfants isolés. Aide et Action est nommée trésorier.

20-21 janvier. INDE: la direction Inde est sur le terrain. Selon les besoins recensés des populations, Aide et Action Inde et ses partenaires construisent les points du projet de réhabilitation (cf. page VIII).

Fin janvier. SRI LANKA: travail avec des ONG locales pour des projets de réhabilitation en coopération avec le gouvernement.

Le Collectif Asie enfants isolés



Photo: S. Grollier

Lancé par le ministère de la Santé et présidé par le professeur Marc Gentilini, il regroupe diverses associations travaillant dans le domaine de l'enfance. Il centralise les dons pour soutenir et développer des actions en Asie

du Sud, notamment grâce aux parrainages. Les fonds sont affectés au fur et à mesure de la création des projets sur place, selon les besoins des populations. Aide et Action en a été nommée trésorier.

Après l'urgence, la reconstruction

Les projets de réhabilitation pour l'Inde et le Sri Lanka auront pour base le parrainage. Pourquoi cet outil de solidarité plutôt qu'un autre ? Quelques éléments de réponse avec Luc Meuret, Directeur exécutif d'Aide et Action.

Projets de réhabilitation : au cœur de nos actions

- Assistance psychologique et sociale aux personnes
- Protection de l'enfance et mobilisation des femmes
- Renforcement des projets éducatifs, scolaires et/ou professionnels
- Renforcement des organisations villageoises
- Reconstruction de l'activité économique principale (pêche)
- Développement des activités génératrices de revenus
- Reconstruction de l'habitat et des équipements



Photo: N. Plante

➤ Pourquoi le parrainage dans le cadre des événements en Asie du Sud ?

Luc Meuret: Il faudra du temps, beaucoup de temps, pour que les familles frappées par les tsunamis retrouvent une vie normale et sortent de la précarité. C'est pourquoi il est essentiel, au-delà de l'aide d'urgence, de prolonger le formidable élan de générosité. Le parrainage, forme de solidarité pratiquée par Aide et Action depuis son origine, s'y prête particulièrement. D'abord parce qu'il s'inscrit dans la durée. Ensuite et surtout parce que les échanges de courriers sont le vecteur d'une solidarité active. En recevant des informations depuis les zones d'intervention, les parrains suivent pas à pas l'impact des projets qu'ils contribuent à financer. En écrivant à leur tour à ceux qui se mobilisent pour leur propre reconstruction, ils témoignent de leur intérêt et les confortent dans leur action.

Concrètement, comment les parrains suivront-ils les projets ?

L. M.: Les parrains qui nous ont rejoints dès la première heure ont reçu début février un courrier les informant de la situation. Aujourd'hui, chaque parrain reçoit un dossier complet qui correspond au type de projet soutenu. Ce pourra être le soutien d'un village dans une zone géographique précise. Ou bien un projet transversal sur plusieurs zones. Par la suite, les échanges de correspondances se feront trois fois par an. Le

responsable du programme enverra un courrier, complété par des témoignages directs d'enfants ou d'autres acteurs du projet.

Qui peut parrainer ?

L. M.: Toute personne ou groupe de personnes qui en fait la demande peut devenir parrain du projet. Des collectivités locales, des établissements scolaires, des classes, ou encore des entreprises sont déjà nombreuses à avoir fait cette démarche.

Comment soutenir ce projet ?

À chacun son engagement : toutes les formes d'aide sont les bienvenues !

Devenez vous-même parrain

> à titre individuel en appelant le service parrainage au 01 55 25 70 00 (parrainage@aide-et-action.org);

> au titre d'une collectivité, d'une classe, d'un établissement en contactant Marie au 01 55 25 70 20 (marie.sylvestre@aide-et-action.org);

> au titre d'une entreprise en joignant Catherine au 01 55 25 70 41 (catherine.leray@aide-et-action.org).

Diffusez l'information grâce au kit « Solidarité Asie du Sud »

Il comprend 1 affiche A3, 5 suppléments magazine spécial Inde/Sri Lanka et un présentoir contenant des bulletins de parrainage à déposer dans votre entreprise, chez vos commerçants, dans votre mairie, dans la salle d'attente de votre médecin... Retrouvez le bon de commande en page 22 du magazine ou téléphonez au 01 55 25 70 00.

Venez renforcer nos équipes bénévoles dans votre région.

Retrouvez-les sur www.aide-et-action.org ou appelez le 01 55 25 70 00.

